

DELIBERATION N° 2018-36

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 10 AVRIL 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L711-1 et suivants, R-719-51 et suivants,
Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu les Statuts de l'UNS,
Vu le Règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Philippe LAHIRE, Vice-président en charge des finances, des systèmes d'information, des outils de pilotage et de l'évaluation des moyens,

Adopte le nouveau coefficient mixte de déduction de la TVA, fixé à 18,40 %, calculé sur la base du compte financier 2017.

Ce coefficient s'applique, rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2017 et pour l'année 2018, aux dépenses communes de l'Université, entrant dans le champ d'application de la TVA et définies comme celles qui concourent à financer indistinctement ses activités de formation et ses activités de recherche.


Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35
Quorum : 18
Présents et représentés : **19**

Fait à Nice, le 11 avril 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-36

TRANSMISE AU RECTEUR : **2 MAI 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.